

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	7
Avant-propos	9

PARTIE 1

THÉORIE CONSTITUTIONNELLE ET PRINCIPAUX TYPES DE RÉGIMES

CHAPITRE I

L'État	13
Section 1 La définition des États	14
A) Les éléments constitutifs d'un État	16
I. La population	16
II. Le territoire	19
III. Le pouvoir	21
a) L'État détermine les normes	21
b) L'État a le monopole de la force	21
B) Les caractères juridiques d'un État	23
I. L'État a la personnalité morale	23
II. L'État est souverain	24
a) La souveraineté au plan interne	25
b) La souveraineté au niveau externe	25
c) Les limitations à la souveraineté	25
III. Le respect du droit par l'État	29
Section 2 L'organisation des États	30
A) Les États unitaires	32
B) Les États composés	38
I. Les confédérations	38
II. Les États fédéraux	40
a) Schéma général	41
b) La création des États fédéraux	41
c) Les organes des régimes fédéraux et les principes appliqués	42
d) Les difficultés auxquelles sont confrontés les régimes fédéraux	45
C) Appréciation transversale	47

La séparation des pouvoirs et les différentes sortes de régimes politiques

		51
Section 1	Le principe de la séparation des pouvoirs	53
	A) La théorie de la séparation des pouvoirs	54
	B) Les différents pouvoirs dans un État	56
	I. Le pouvoir législatif	56
	II. Le pouvoir exécutif	57
	III. Le pouvoir judiciaire	58
	IV. L'émergence d'autres pouvoirs dans l'État	58
	C) Les faiblesses et les limites de la théorie de la séparation des pouvoirs	59
Section 2	Les différents types de régimes politiques	61
	A) Les régimes parlementaires	62
	I. Définition	62
	II. Historique	62
	III. Règles fondamentales	63
	B) Les régimes présidentiels	69
	I. Définition du régime présidentiel	69
	II. Historique du régime présidentiel	69
	III. Caractères fondamentaux du régime présidentiel	70
	C) Les régimes d'assemblée	72
	I. Définition	72
	II. Historique et fondements	72
	III. Principes fondamentaux	72
	IV. Mise en œuvre	73
	V. Appréciation	73
	D) Les régimes mixtes	74

La définition d'un cadre constitutionnel

		77
Section 1	La forme des Constitutions	78
	A) Un droit constitutionnel dominé par l'écrit	79
	B) La place du droit non écrit dans le fonctionnement des institutions politiques	83
	I. Les Constitutions coutumières	83
	II. Les règles non écrites complétant la Constitution	84
	a) Des règles constitutionnelles coutumières	84
	b) Des principes de valeur constitutionnelle	86
Section 2	La préparation d'une Constitution	87
	A) Les circonstances à l'origine de la préparation d'une Constitution	87
	I. La naissance d'un nouvel État	87
	II. Un événement marquant	88
	III. Une volonté réformatrice	89
	B) Les modalités de préparation des lois constitutionnelles	89

I.	La définition du texte constitutionnel	90
II.	L'adoption de la Constitution	91
Section 3	Le contenu des Constitutions	92
A)	Les règles d'organisation et de fonctionnement des institutions	93
B)	L'affirmation des libertés et droits fondamentaux	94
C)	L'inscription solennelle de certaines règles	95
CHAPITRE IV		
	La primauté constitutionnelle	97
Section 1	Les méthodes de contrôle du respect de la Constitution	100
A)	Les critiques formulées à l'encontre d'un contrôle de constitutionnalité	100
B)	Les différents contrôles possibles	101
I.	Un contrôle politique du respect de la Constitution	101
II.	Un contrôle institutionnalisé confié à un organe juridictionnel	103
Section 2	Les tentatives de mise en place d'un contrôle de constitutionnalité en France depuis 1789	106
A)	Des suggestions non réalisées	107
B)	Des dispositifs de contrôle prévus mais sans effectivité	108
C)	L'expérience peu concluante de 1946	110

PARTIE 2

ACTEURS ET ÉVÉNEMENTS DE LA VIE DÉMOCRATIQUE

CHAPITRE I		
	Les acteurs de la démocratie	115
Section 1	Le corps électoral	115
A)	Les hésitations durables à l'affirmation du droit de suffrage en France	116
B)	L'affirmation effective du suffrage universel	119
I.	Un suffrage direct non censitaire	119
II.	Un suffrage ouvert aux hommes et aux femmes	119
III.	Un droit de vote accordé plus tôt	120
C)	Le droit de suffrage dans les démocraties étrangères	120
I.	La Grande-Bretagne	121
II.	L'Italie	121
III.	L'Allemagne	122
IV.	Les États-Unis	122
D)	Les conditions actuelles pour être électeur en France	124
I.	Exigence de nationalité	124
II.	Condition d'âge	125
III.	Jouissance des droits civils et politiques	125
IV.	Inscription sur une liste électorale	125
E)	Débats et actualités du droit de vote	126
I.	L'extension du droit de suffrage	126
II.	La représentation du corps électoral	128
III.	La hausse de l'abstention	130

Section 2	Les élus	131
A)	Le nombre des élus	132
B)	Le statut des élus	135
I.	Le statut des élus nationaux	135
a)	Le statut juridique	135
b)	Les facilités financières et fonctionnelles	136
II.	La situation des élus locaux	137
a)	Indemnité	137
b)	Facilités	137
c)	Embryon de statut juridique	138
C)	Le cumul des mandats et des fonctions	139
I.	Le cumul simultané de mandats et des fonctions	139
II.	Le cumul de mandats dans le temps	141
Section 3	Les formations politiques	142
A)	Le développement des partis	142
B)	Les fonctions des formations politiques	144
C)	Les différentes sortes de mouvements politiques	145
D)	Le statut des partis	147
I.	Les partis politiques en droit français	147
II.	Des règles applicables aux partis à l'étranger	147
E)	Des systèmes partisans en mutation	148
Section 4	Les influenceurs	150
A)	Le quatrième pouvoir, de la presse aux réseaux sociaux	150
B)	Groupes de pression et lobbying ou de l'art d'influer sur la décision politique	151
C)	Syndicats, associations, ONG ou la tentation d'agir en politique	152
D)	Le <i>soft power</i> , un mythe ?	153
CHAPITRE II		
	L'expression du suffrage	155
Section 1	La démocratie directe et semi-directe	155
A)	Définitions et principes de la démocratie directe	156
B)	Procédés de la démocratie directe dans quelques pays	159
I.	Allemagne fédérale et Grande-Bretagne, deux pays réticents face au référendum	159
a)	L'Allemagne ou la démocratie sans référendum	159
b)	Le référendum, un instrument suspect au pays de la souveraineté parlementaire	160
II.	États-Unis, Italie, Suisse, trois États favorables à la démocratie directe	162
C)	La démocratie directe en France	168
I.	Les référendums nationaux prévus par la Constitution	169
a)	Le référendum constitutionnel	169
b)	Le référendum législatif	170
c)	La ratification d'un traité d'adhésion d'un nouvel État à l'Union européenne	171
II.	Les consultations référendaires locales	173
a)	Consultations liées à des questions de territoire	174
b)	Procédés de démocratie directe organisés au niveau local	174

Section 2	La démocratie représentative	176
A)	Règles d'organisation des élections	177
I.	Les candidatures	177
II.	Les campagnes électorales	178
III.	Le déroulement du scrutin	179
B)	Méthodes retenues pour assurer la représentation : les modes de scrutin	180
I.	Les scrutins majoritaires	180
II.	Les représentations proportionnelles	181
III.	Avantages et inconvénients des modes de scrutin	182
IV.	Les scrutins mixtes	183
C)	Les modes de désignation des représentants en France	186
CHAPITRE III		
	Le financement de la vie politique	189
Section 1	Le fonctionnement coûteux de la démocratie	190
A)	Des budgets politiques en progression	190
B)	Les ressources insuffisantes des partis et des candidats	192
C)	Pratiques latérales et financements contestables	192
Section 2	La réglementation française du financement de la vie politique	193
A)	Encadrement des recettes et des dépenses	193
I.	Obligations des candidats en matière de recettes et de dépenses	193
II.	L'encadrement des recettes des formations politiques	195
B)	Exigence de déclarations patrimoniales et d'établissement de comptes	196
I.	Déclaration patrimoniale et déclaration d'intérêts	196
II.	Établissement de comptes	196
C)	Contrôle des comptes et des déclarations	197
D)	Financement public des partis et candidats	199
E)	Appréciation du dispositif	200

PARTIE 3

QUELQUES RÉGIMES ÉTRANGERS

CHAPITRE I		
	Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne	207
Section 1	Quelques maillons dans l'histoire constitutionnelle britannique	208
A)	La transformation fondamentale de la répartition des rôles entre la Couronne et le Parlement	209
I.	Une limitation des pouvoirs de la royauté	209
II.	L'essor de l'institution parlementaire	209
III.	L'affirmation de droits individuels	210
B)	La naissance du parlementarisme	210
I.	Naissance du cabinet ministériel	210
II.	Responsabilité du cabinet par rapport au Parlement	211
C)	Les évolutions du régime britannique	212

I.	La confirmation du schéma général parlementaire	212
a)	La confirmation du partage des rôles au sein de l'exécutif	212
b)	La confirmation du rôle des chambres	214
II.	Une marche progressive vers le suffrage universel	214
a)	La situation au début du XIX ^e siècle	214
b)	Les réformes électorales du XIX ^e siècle	215
c)	Derniers ajustements au XX ^e siècle	216
III.	Des ajustements récents qui ne remettent pas en cause le système	216
a)	Les évolutions concernant la Chambre des lords	216
b)	La situation des composantes du royaume	217
Section 2	Le souverain britannique et son Gouvernement	218
A)	La Couronne britannique : un vestige quelquefois discuté	219
I.	Un monarque héréditaire	219
II.	Des prérogatives royales effectivement limitées	220
a)	Les privilèges et les pouvoirs théoriquement confiés au souverain	220
b)	Des pouvoirs réels très limités	221
c)	Les conseillers du souverain, le Conseil privé	222
III.	La Couronne, une influence	222
B)	Le Gouvernement de Sa Majesté, une autorité indiscutée	224
I.	L'organisation du Gouvernement britannique	224
a)	Le Premier ministre	224
b)	Le cabinet	226
c)	Le Gouvernement au sens large	227
II.	Les pouvoirs de l'exécutif britannique	228
a)	Les attributions confiées au cabinet	228
b)	Les conditions de la mise en cause de la responsabilité politique	230
Section 3	Le Parlement britannique	232
A)	Un Parlement constitué de deux assemblées	232
I.	La Chambre des communes	232
a)	La composition de la Chambre des communes	232
b)	Le mode d'organisation de la Chambre des communes	233
II.	La Chambre des lords	235
a)	La composition de la Chambre des lords	236
b)	Le mode d'organisation de la Chambre des lords	237
B)	Les attributions du Parlement britannique	238
I.	Le rôle législatif du Parlement	238
II.	Le contrôle parlementaire sur le cabinet	239
C)	Les changements concernant le Parlement	241
Section 4	La démocratie britannique	243
A)	Les élections au Royaume-Uni	244
B)	Les partis politiques britanniques	246
I.	La naissance des partis politiques modernes	247

II.	Les principaux partis politiques britanniques	247
a)	Le Parti conservateur, les <i>Tories</i>	247
b)	Le Parti travailliste, le <i>Labour</i>	248
c)	Les « seconds rôles »	249
III.	Le statut de l'opposition	250
CHAPITRE II		
	Les États-Unis d'Amérique	253
Section 1	Les institutions américaines dans l'histoire	254
A)	L'Amérique du Nord avant la Constitution de 1787	254
I.	L'état de l'Amérique du Nord au XVIII ^e siècle	254
II.	L'indépendance et la naissance des États-Unis	256
B)	L'établissement d'une des premières Constitutions modernes	258
I.	Les fragilités de la Confédération	258
II.	L'élaboration d'une Constitution fédérale	258
C)	Les évolutions institutionnelles constatées au cours du temps	260
I.	Les ajustements apportés au texte de la Constitution	260
II.	L'évolution du fédéralisme	261
III.	Le respect du droit et des procédures	262
Section 2	Le président des États-Unis, un personnage clef	263
A)	L'élection du président des États-Unis	264
I.	La désignation des candidats à l'élection présidentielle	265
a)	La désignation des délégués au niveau de chaque État	265
b)	La convention nationale	266
II.	L'élection du président	267
B)	Les attributions, le statut et l'organisation de la présidence des États-Unis	269
I.	Les pouvoirs du président des États-Unis	269
a)	Le président est détenteur du pouvoir réglementaire	269
b)	Le président est le chef de l'administration fédérale	270
c)	Le président est commandant en chef des armées	270
d)	Le président dirige la diplomatie américaine	271
e)	Le président intervient dans le domaine législatif	272
f)	Le président nomme des juges et a le droit de grâce	272
II.	L'organisation et le statut de la présidence des États-Unis	273
a)	Le mandat du président des États-Unis	273
b)	La mise en accusation du président et sa destitution : l' <i>impeachment</i>	274
C)	Les « hommes du président »	275
I.	Les secrétaires	275
II.	<i>Executive Office of the President</i>	276
a)	Le <i>White House Office/Brain Trust</i>	276
b)	Conseils placés auprès de la présidence des États-Unis	276
III.	Les agences	276

Section 3	Le Congrès des États-Unis, sismographe des électeurs américains	277
	A) Les chambres composant le Congrès	278
	I. La Chambre des représentants et le Sénat	278
	a) La Chambre des représentants	278
	b) Le Sénat	279
	II. Le fonctionnement du Congrès américain	280
	a) Les sessions	280
	b) Les débats	280
	c) Les commissions	281
	B) Les pouvoirs des chambres	282
	I. Les prérogatives communes aux deux assemblées du Congrès	282
	a) Un rôle principal dans les domaines législatif et budgétaire	282
	b) Des pouvoirs constitutionnels et au plan électoral	283
	c) Des attributions plus spécifiques	284
	II. Les spécificités du rôle du Sénat	284
	C) Les moyens d'action respectifs de l'exécutif et des chambres du Congrès	285
	I. Les moyens d'action et de pression du président sur le Congrès	286
	a) Prérogatives présidentielles résultant de la Constitution	286
	b) Influence présidentielle sur le travail du Congrès	287
	II. Les moyens d'action et de pression du Congrès sur le président des États-Unis	288
Section 4	La Cour suprême, les partis politiques américains, acteurs de la démocratie américaine	291
	A) Les États fédérés	291
	I. Quelques repères dans l'histoire du fédéralisme américain	291
	a) Le fédéralisme des origines	291
	b) L'épreuve de la <i>Civil War</i> , guerre de Sécession	292
	c) Les ajustements dans le fédéralisme	292
	II. La place des États fédérés dans les institutions américaines	293
	a) Le rôle des États dans la révision constitutionnelle	293
	b) Les institutions des États	293
	c) Les compétences législatives des États	294
	B) Les juges	295
	I. L'affirmation par la Cour suprême de son rôle de contrôle	296
	II. L'organisation du contrôle de constitutionnalité	297
	a) La composition de la Cour	297
	b) La procédure applicable	297
	III. Une intervention qui peut être discutée	298
	C) Les partis politiques	299
	I. Des partis aux programmes en général assez proches	299
	II. L'organisation des deux grands partis	301

L'Allemagne fédérale

	L'Allemagne fédérale	303
Section 1	L'Allemagne d'une mosaïque d'États à la réunification	304
A)	L'unité tardive de l'Allemagne	304
I.	La situation de l'Allemagne avant son unité	304
II.	L'unité allemande à partir de 1871	305
B)	De la république de Weimar à la chute de la démocratie	306
I.	La république de Weimar	306
II.	La chute de la démocratie et l'instauration du régime hitlérien	307
C)	Du retour de la démocratie à la réunification	308
I.	La renaissance de la démocratie dans un pays divisé	308
II.	Une réunification obtenue à la fin du XX ^e siècle	309
Section 2	Exécutif et législatif en Allemagne fédérale	310
A)	Les institutions exécutives et législatives de la RFA	311
I.	Les institutions parlementaires allemandes	311
II.	Les organes chargés de l'exécutif	313
a)	Le président de la République fédérale	314
b)	Le chancelier	314
c)	Le Gouvernement	315
B)	Les rapports entre les institutions : un cadre très organisé	316
I.	Les règles en temps normal	316
II.	Les circonstances d'exception	317
III.	Une pratique inégale des mécanismes du parlementarisme rationalisé	318
Section 3	Le fédéralisme allemand	322
A)	Les institutions fédérales allemandes	323
I.	Les Länder allemands	323
II.	Les organes du fédéralisme	324
a)	Le <i>Bundesrat</i>	324
b)	Le Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe	325
B)	La répartition des rôles entre le <i>Bund</i> et les <i>Länder</i>	325
I.	Les principes	325
II.	Les rôles respectifs effectifs du <i>Bund</i> et des <i>Länder</i>	326
C)	Le fonctionnement du fédéralisme allemand	327
I.	Un fédéralisme favorable à l'État fédéral	327
II.	Un fédéralisme réel	327
III.	Un fédéralisme estompé mais réformé	328
Section 4	La démocratie allemande	329
A)	Un paysage partisan en évolution	330
I.	Deux grandes formations politiques longtemps dominantes	330
a)	Le SPD – <i>Sozialdemokratische Partei Deutschland</i>	331
b)	La CDU/CSU – <i>Christlich-Demokratische-Union/Christlich-Soziale-Union</i>	331
II.	Deux partis faiseurs de rois	332
a)	Le Parti libéral, le FDP	332

b) Le Parti écologiste, <i>Die Grünen</i>	333
III. L'émergence récente de nouveaux partis	333
a) Die Linke	334
b) Alternative für Deutschland (AfD)	335
B) Une nouvelle architecture des accords gouvernementaux	335

PARTIE 4

LES CONSTITUTIONS FRANÇAISES ANTÉRIEURES À 1958

CHAPITRE I

Les questions constitutionnelles au XVIII^e siècle 341

Section 1	L'organisation des institutions sous la monarchie	342
A)	Une monarchie de droit divin qui tend à l'absolutisme	343
B)	Un régime fondé sur les lois fondamentales du royaume	345
Section 2	La critique du régime et les projets de substitution	347
A)	Les reproches faits au régime	348
B)	Des systèmes qui pourraient se substituer à l'existant	349
I.	Un nouvel équilibre au sein des institutions	350
II.	La prise en compte du principe démocratique	351
III.	La recherche d'une synthèse entre différentes préoccupations	352
Section 3	Un régime frappé par des abus mais qui essaie d'évoluer sans réussir à faire passer ses réformes	353
A)	Abus et faiblesses des institutions sous l'ancienne monarchie	354
B)	Réorganisation administrative et tentatives de réforme	357

CHAPITRE II

Imaginer un nouveau cadre constitutionnel La Révolution et l'Empire 363

Section 1	L'instauration d'une monarchie constitutionnelle en 1791	363
A)	L'élaboration de la première Constitution écrite en France	364
I.	Le bouillonnement des idées	364
II.	Les principales étapes vers l'établissement de la Constitution	365
III.	Les questions débattues	368
B)	L'instauration d'une monarchie constitutionnelle	369
I.	Présentation générale de la Constitution de 1791	370
II.	Principales dispositions portant sur l'organisation des pouvoirs publics	372
a)	La représentation	372
b)	Le pouvoir exécutif	375
c)	Les relations entre les différentes autorités	376
C)	Une première expérience constitutionnelle brève et peu concluante	378
I.	Un échec dû au contenu même des règles constitutionnelles	379
a)	Les relations délicates entre les différents pouvoirs	379
b)	Les mécontentements générés par la Constitution	382
c)	Un texte difficile à amender	384

II.	Des circonstances défavorables à la mise en œuvre d'un nouveau cadre institutionnel	385
a)	Les circonstances politiques, économiques et sociales	385
b)	Le contexte international	386
III.	Une responsabilité partagée entre les acteurs du nouveau régime	386
Section 2	Les hésitations constitutionnelles après la chute de la royauté	388
A)	La difficile préparation d'une Constitution jamais appliquée	389
I.	Le contexte historique	390
II.	Présentation générale et contenu de la Constitution de l'an I	391
a)	La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793, an I	392
b)	La Constitution proprement dite	393
III.	Appréciation générale	394
B)	Un gouvernement révolutionnaire basculant dans la dictature et la terreur	396
I.	Un gouvernement révolutionnaire dominé par le Comité de salut public	396
II.	La dictature et la terreur jusqu'à thermidor	399
Section 3	L'apparente stabilisation permise par le Directoire	400
A)	La mise en place hésitante des nouvelles institutions	401
I.	Les hésitations sur les institutions	401
II.	Le choix d'une nouvelle Constitution au contenu fort débattu	402
B)	Les grands traits du Directoire	404
I.	Le système électoral	405
II.	Les droits et les devoirs	405
III.	Les instances chargées du pouvoir législatif	406
IV.	Un exécutif subordonné	408
V.	Des instances judiciaires	410
VI.	Les rapports entre les institutions	411
C)	Un régime instable ouvrant la voie à Bonaparte	413
I.	Un texte imparfait mais pas responsable de l'échec	413
II.	Les difficultés rencontrées par le Directoire	414
Section 4	La fin de la Révolution avec le Consulat et l'Empire	415
A)	Le Consulat	417
I.	Le contexte et la préparation du nouveau texte	417
II.	Le contenu de la Constitution de l'an VIII	418
a)	les citoyens dans la Constitution de l'an VII	418
b)	L'exécutif	420
c)	Le législatif	422
B)	L'Empire	426
I.	Le cheminement jusqu'à l'Empire	427
a)	Un Consulat très durable	427
b)	L'instauration de l'Empire	429
II.	Le triomphe de l'absolutisme	433
a)	Les apparences du régime constitutionnel et démocratique	433
b)	Un système dominé par un chef absolu, l'empereur	434

Le XIX^e siècle, temps des Restaurations

		439
Section 1	Les monarchies constitutionnelles de 1814 et 1830	440
A)	La première Restauration et la Charte constitutionnelle de 1814	440
I.	Le passage de l'empire à la royauté constitutionnelle	441
II.	La nouvelle Constitution française, la Charte constitutionnelle de 1814	443
a)	Principes suivis par la Charte	444
b)	Les différentes autorités	444
c)	L'établissement du régime parlementaire	446
B)	La monarchie de Juillet établie par la Charte de 1830	447
I.	Le renvoi de Charles X et son remplacement par le roi des Français Louis-Philippe I ^{er}	448
II.	La nouvelle Charte du 14 août 1830	452
a)	Une Charte se voulant plus populaire	452
b)	Un texte présentant des changements symboliques	453
c)	Une Constitution comportant des modifications institutionnelles	453
d)	Les textes complémentaires à la Charte de 1830	455
C)	Les Chartes ou la naissance en France d'un parlementarisme élitaire	457
I.	Le développement du parlementarisme en France	457
a)	Apparition du régime parlementaire dès la Restauration	457
b)	Confirmation et renforcement du parlementarisme pendant la monarchie de Juillet	459
II.	Un manque d'assise populaire	460
Section 2	La II^e République	462
A)	La révolution de 1848 et la préparation d'une nouvelle Constitution républicaine	463
I.	La révolution de 1848	464
II.	La préparation de la nouvelle Constitution	465
B)	Une restauration républicaine originale imaginée par la Constitution de 1848	468
I.	Une inspiration nouvelle dans les droits proclamés	469
II.	Des institutions démocratiquement élues	470
a)	Le pouvoir législatif	470
b)	Le pouvoir exécutif	471
III.	Des rapports délicats entre les différents pouvoirs	473
C)	Un système peu viable	474
I.	L'échec électoral des fondateurs du régime	474
II.	L'émergence rapide de difficultés	475
Section 3	Le Second Empire	478
A)	Le coup d'État du 2 décembre 1851 et la définition d'une nouvelle Constitution	480
I.	Le coup d'État du 2 décembre 1851	480
II.	L'élaboration expresse d'une Constitution qui devra être complétée	482
B)	L'établissement d'un système autoritaire	484
I.	Un acteur principal : le chef de l'État	485
II.	Des institutions secondaires soumises au premier personnage de l'État	489
a)	Le Conseil d'État	489

b) Le Sénat	491
c) Le Corps législatif	493
III. Une réaffirmation d'un suffrage universel très contrôlé	495
a) Un suffrage universel rétabli	496
b) L'expression fort encadrée du suffrage	496
C) Le cheminement trop tardif de l'autoritarisme vers une libéralisation	498
I. Des ajustements répétés à la Constitution de 1852	498
II. L'élaboration d'un nouveau cadre constitutionnel à partir de 1869	500
a) La révision profonde des institutions en septembre 1869	500
b) La nouvelle Constitution de 1870	501
CHAPITRE IV	
Instaurer le parlementarisme en république	505
Section 1 Une Constitution républicaine écrite par des monarchistes	506
A) Des lois constitutionnelles rédigées dans l'attente du retour d'un prince	506
B) La crise de jeunesse du 16 mai 1877 qui détermine les relations entre les pouvoirs	510
I. La crise du 16 mai 1877	510
II. Les conséquences du bras de fer entre le président et les chambres	511
III. Les ajustements apportés à la Constitution de la III ^e République	512
Section 2 Les institutions de la III^e République	513
A) Les organes de l'exécutif	513
I. Le président de la République	513
II. Le président du Conseil et les ministres	516
B) Les organes du législatif	516
I. La Chambre des députés	517
II. Le Sénat	517
C) Les rapports entre les pouvoirs	518
I. Les moyens réciproques d'action des pouvoirs publics	518
II. Des dérives regrettables dans le fonctionnement du régime	520
a) Une immixtion discutable de l'exécutif dans la fonction législative	520
b) Une instabilité gouvernementale chronique	521
c) Un glissement vers le régime d'assemblée	522
Section 3 Un régime parlementaire en république	523
A) Un régime décrié qui a cependant des vertus	523
B) L'adaptation du parlementarisme à la république	524

PARTIE 5

LA V^e RÉPUBLIQUE

CHAPITRE I

La naissance d'un nouveau régime 529

Section 1 **L'effondrement d'une république innovante mais défailante** 530

- | | |
|--|-----|
| A) Les règles quelquefois innovantes établies par la Constitution de la IV ^e République | 530 |
| B) La IV ^e République, un régime défaillant | 533 |

I.	Une distance par rapport aux règles du parlementarisme rationalisé	534
II.	Une extension abusive du domaine réglementaire	534
III.	Des crises ministérielles à répétition	535
a)	Un système politique éparpillé du fait du système électoral	535
b)	Des coalitions difficiles à former et surtout à maintenir	537
Section 2	La transition vers une nouvelle Constitution	539
A)	Le contexte du retour aux affaires du général de Gaulle	539
B)	La méthode de préparation du nouveau texte constitutionnel	542
I.	Une transition constitutionnelle rattachée à la procédure de révision de 1946	542
II.	La loi constitutionnelle du 3 juin 1958 et la préparation de la nouvelle Constitution	546
a)	Les principes à mettre en œuvre lors de la révision	546
b)	L'élaboration et l'adoption de la Constitution	547
Section 3	Une république parlementaire aux traits particuliers	550
A)	L'instauration d'un régime parlementaire	551
B)	L'introduction d'innovations sérieuses	552
C)	Le renouvellement du rôle du chef de l'État	554

CHAPITRE II

La restauration du pouvoir exécutif 557

Section 1	L'affirmation du pouvoir présidentiel au sein de l'exécutif	558
A)	La désignation au suffrage universel du président de la République	558
I.	Les règles initiales prévues pour l'élection du président de la République	558
II.	L'élection du président de la République au suffrage universel direct depuis 1965	560
III.	Les règles à respecter lors des élections présidentielles	561
a)	Les conditions personnelles de candidature	562
b)	Les déclarations d'intérêts et d'activités et la déclaration de patrimoine	562
c)	La présentation des candidats par des élus	562
d)	Les conditions de financement de la campagne présidentielle	563
IV.	L'élection présidentielle et son contrôle	565
B)	Des compétences présidentielles renouvelées	567
I.	Les attributions du président de la République	567
a)	Les attributions classiques d'un président de régime parlementaire	567
b)	Les compétences renouvelées du chef de l'État	569
c)	Les nouveaux pouvoirs confiés au chef de l'État	573
II.	Les limites apportées aux pouvoirs du chef de l'État	577
a)	Les pouvoirs présidentiels soumis au contreseing	578
b)	Les actes du chef de l'État dispensés du contreseing	578
III.	Intérim et suppléance de la présidence de la République	579
a)	L'intérim de la présidence de la République	579
b)	La suppléance du président de la République	580
C)	Le statut du président : une responsabilité juridique et politique réduite	581
I.	La responsabilité personnelle	581
II.	La responsabilité politique	583

Section 2	Le Gouvernement	584
A)	Les compétences gouvernementales	585
I.	Les prérogatives confiées personnellement au Premier ministre	586
a)	Les pouvoirs du Premier ministre dans l'élaboration des règles	586
b)	Le pouvoir de nomination des agents de l'État	587
c)	L'engagement de la responsabilité devant le Parlement	588
d)	Des compétences particulières auprès du président de la République	588
II.	Les pouvoirs donnés en commun au Gouvernement	589
a)	Des prérogatives fondamentales d'un usage fréquent	589
b)	Des pouvoirs « exceptionnels » confiés au Gouvernement	590
B)	La composition et le statut du Gouvernement	591
I.	La composition du Gouvernement	591
a)	Les règles figurant dans la Constitution	591
b)	La composition des Gouvernements en pratique	593
II.	Le fonctionnement du Gouvernement	594
III.	Le statut des membres du Gouvernement	595
a)	Les incompatibilités imposées aux membres du Gouvernement	595
b)	La responsabilité personnelle des ministres	596
C)	Les responsabilités politiques du Gouvernement	598
Section 3	L'extension des compétences présidentielles aux dépens du Gouvernement	601
A)	L'extension gaullienne des fonctions présidentielles	602
B)	La primauté présidentielle confirmée par les successeurs du premier président	604
C)	Les parenthèses impliquées par les cohabitations	606
D)	Le quinquennat et la confusion des pouvoirs au sein de l'exécutif	607
CHAPITRE III		
	Un Parlement à la recherche d'un rôle	609
Section 1	Des parlementaires au statut proche dans un bicaméralisme inégalitaire	610
A)	La désignation des parlementaires et le statut dont ils bénéficient	610
I.	La composition des assemblées sous la V ^e République	610
a)	La composition de l'Assemblée nationale	610
b)	La composition du Sénat	612
II.	Le statut des parlementaires	615
B)	L'organisation et le fonctionnement du Parlement	618
I.	Les sessions du Parlement	619
a)	Les sessions ordinaires	619
b)	Les sessions extraordinaires	620
c)	Les sessions de droit	621
II.	Les organes des chambres	622
a)	Les organes de direction des chambres	622
b)	Les organes de contrôle et de préparation du travail parlementaire	624
c)	Les organes de regroupement des parlementaires	625

III.	Les séances du Parlement	626
C)	Des chambres aux pouvoirs différents à certains titres	627
Section 2	Un Parlement qui, de façon très dirigée, légifère, consent et contrôle	628
A)	Légiférer d'une main guidée par le Gouvernement	628
I.	Les différentes catégories de loi	629
II.	Les limites au domaine de la loi	631
a)	La délimitation du domaine de la loi	631
b)	L'exercice des compétences législatives par le Gouvernement : les ordonnances	633
c)	Les transferts de compétences à l'Union européenne	635
III.	Un travail législatif très encadré	637
a)	La préparation du texte et son examen en commission	637
b)	L'examen en séance plénière	638
IV.	Une loi soumise à des contrôles	642
B)	Un rôle budgétaire très contraint	642
I.	Les différentes occasions données au Parlement d'intervenir au plan budgétaire	643
a)	Les lois intervenant dans le domaine budgétaire	643
b)	Les débats d'orientation budgétaire	644
c)	Le contrôle parlementaire des finances publiques	645
II.	La participation très encadrée des parlementaires au processus budgétaire	645
a)	Les initiatives très limitées du Parlement sur le plan budgétaire	646
b)	Un examen des lois financières sous contrainte	646
III.	Les ajustements récents apportés aux règles budgétaires	648
a)	La LOLF, une initiative parlementaire créant des potentialités	648
b)	Du traité de Maastricht au TSCG, des finances publiques sous un potentiel contrôle	649
C)	Un contrôle modeste de l'action de l'exécutif	649
I.	La mise en cause de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale	650
II.	Les divers moyens de contrôle à la disposition des parlementaires	650

CHAPITRE IV

Une Constitution beaucoup modifiée mais contrôlée 655

Section 1	La V^e République, une Constitution beaucoup modifiée	656
A)	Les règles pour modifier la Constitution	656
I.	Le processus de révision établi par le titre XVI	656
a)	L'initiative de la révision	657
b)	Les restrictions portant sur les domaines de la révision	657
c)	Les restrictions circonstanciées à la révision	658
d)	Les étapes de la révision	658
e)	Un processus qui peut échouer et fait peu appel à la population	659
II.	La révision constitutionnelle opérée au moyen du référendum de l'article 12	662
B)	Les nombreuses révisions de la Constitution depuis 1958	665
I.	Des réformes importantes mais peu nombreuses jusqu'aux années 1990	666

II.	Une « révisionniste » aiguë pendant une vingtaine d'années	666
III.	L'absence de révision constitutionnelle de 2008 à 2024	668
Section 2	La V^e République, l'instauration du contrôle de constitutionnalité	668
A)	Le président de la République veille au respect de la Constitution	669
B)	Le Conseil constitutionnel, gardien juridictionnel de la Constitution	671
I.	Les fonctions confiées au Conseil constitutionnel	672
a)	Contrôle des consultations électorales et des référendums	672
b)	Délimitation des compétences entre les pouvoirs réglementaire et législatif	675
c)	Conditions d'exercice des pouvoirs de l'article 16	675
d)	Conformité des accords internationaux à la Constitution	676
e)	Examen du règlement des assemblées	678
f)	Contrôle de la constitutionnalité des lois	679
II.	Les membres du Conseil constitutionnel et leur statut	682
III.	Une juridicisation du droit constitutionnel	684

CHAPITRE V

Une république insérée dans le monde, intégrée en Europe et décentralisée

Section 1	Une république insérée dans le monde	690
A)	Les développements des relations extérieures	691
I.	La conduite des relations extérieures	691
II.	La procédure applicable aux accords et traités	691
B)	La valeur supérieure à la loi des accords internationaux	693
C)	Le contrôle de constitutionnalité des accords et traités	694
Section 2	Une république intégrée en Europe	695
A)	La construction européenne, une architecture diverse	696
B)	Les implications constitutionnelles de l'appartenance à l'Union européenne	697
C)	Les incidences institutionnelles de la participation à l'Union européenne	701
Section 3	Une république décentralisée	702
A)	Une république indivisible confiant des rôles aux territoires	703
B)	Le cadre constitutionnel de la décentralisation	704
C)	Une décentralisation approfondie prise par le doute	706

CHAPITRE VI

Des conseils et des juges

Section 1	Les conseils	712
A)	Le Conseil économique, social et environnemental	712
B)	La Cour des comptes	714
I.	Les fonctions confiées à la Cour des comptes	714
II.	L'organisation et la composition de la Cour des comptes	715
C)	Le Conseil d'État	716
I.	Les fonctions du Conseil d'État	716
II.	La composition et l'organisation du Conseil d'État	717

Section 2	Les juges	718
A)	L'autorité judiciaire	718
I.	L'intervention du législateur concernant la justice	718
II.	Le Conseil supérieur de la magistrature	719
B)	Les juridictions administratives	721
	Bibliographie	725